

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte de champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois	2 francs,
Six mois	4 „
Un an	8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

AVIS. — Chaque abonné est prié de se souvenir du chiffre écrit à la main sur le numéro qu'il reçoit. Ce chiffre ne paraîtra plus et s'il a à écrire à l'Administration il doit se contenter d'écrire ce chiffre au bas de sa lettre en guise de signature. Cette mesure, on le comprendra, peut avoir en France son utilité.

ADMINISTRATION.

Dans certains théâtres de province, pour préparer les spectateurs aux émotions du drame, on donne un vaudeville ou une comédie. Cela s'appelle, un lever de rideau. Nos cabotins de Versailles n'ont pas manqué de sacrifier à cette coutume, et avant de laisser entrer sur la scène politique les acteurs encore inconnus du drame révolutionnaire qui se prépare, ils ont tenu à donner à l'Europe la comédie. L'Europe, curieuse, a regardé sauter sur nos planches les farceurs de la comédie-vaudeville, les ministères de la Mac-Mahonnade; elle s'est même tordu les côtes derrière le Jura, les Vosges, les Alpes et les Pyrénées; mais maintenant la comédie l'embête, et elle demande le drame à grands cris.

Elle était pourtant bien drôle, cette comédie des ministères! la gauche réclamait énergiquement son ministère „ventre-gauche“; la droite ne voulait pas lâcher son ministère „ventre-droit“; quelques conservateurs de l'espèce conciliatrice rabachaient encore la „conjonction des ventres“; ici les bonapartistes offraient au crampon de l'Élysée un ministère de „capitulation“, Ducrot, Vinoy et Comp.; là, on réclamait un ministère d'affaires, et pour rassurer les intérêts, à la veille du jour de l'an, aux approches de l'Exposition, on son-

geait au ministère des „mandats fictifs“ et des „virements de fonds“. Enfin il n'est pas jusqu'au *Moniteur universel* qui n'ait offert sa petite combinaison: le ministère Gambetta. Délicieux horizon, n'est il pas vrai? Après la république „aimable“, la république „louche“; après la république „louche“, la république „borgne“. A quand la république „aveugle“ et le ministère des Quinze-Vingt.

Heureusement la comédie touche à sa fin. On frappe les trois coups, la toile se lève, et le drame va commencer.

Résolue, la gauche commence. Par la proposition Grévy, elle passe par dessus les têtes insignifiantes des candidats officiels, et vise droit aux fonctionnaires, droit aux ministres, presque au maréchal. Aussi la réponse ne s'est-elle pas longtemps fait attendre! Non moins résolu, le maréchal a déclaré, qu'en présence des violences de la majorité il refusait la démission de ses ministres. La gauche pourra-t-elle les atteindre? elle a comme armes parlementaires, le vote de blâme, la mise en accusation, et comme ressource suprême, le refus du budget. Mais ces armes émoussées, elle se trouve sans force. Il reste au maréchal une deuxième dissolution. Nous sommes certains que le sénat ne la lui refusera pas; les velléités des sénateurs constitutionnels ne résisteront certainement pas aux influences de salons, et aux volontés expresses du glorieux soldat.

Or, nul ne le conteste, la gauche le déclare et la droite le reconnaît, une seconde dissolution est tout simplement un coup d'état. Il n'est pas absolument nécessaire, en effet, pour que la chose existe, que des régiments de ligne occupent brusquement l'enceinte législative et que, bayonnette ou canon, ils en chassent l'assemblée. Il suffit qu'on dissolve la chambre, pourvu que le lendemain, à défaut d'une ratification populaire de 7 000 000 de voix qu'il ne faut pas espérer, on parvienne, grâce à l'état de siège, par la suppression des feuilles républicaines, la prison préventive de quelques députés, à faire sortir des urnes à double fond une majorité factice. Tel est le plan de campagne. On ne compte pas, comme en Brumaire réaliser un coup d'état dans l'éblouissement d'une grande gloire militaire; on n'espère même pas comme en décembre réussir un coup d'état par la brutale franchise du sabre; on est prêt à se contenter d'un coup d'état sans grandeur, hypocrite, de quelque chose de louche, de légalement illégal, d'un escamotage de scrutin, d'un vol. Après Napoléon Bonaparte, Napoléon-le-petit; après Napoléon-le-petit (qui jamais eut cru qu'on put encore descendre?) une espèce de Robert-Houdin empanaché, président de la république!

Or en présence d'un coup d'état, la chambre n'a plus qu'une ressource, comme elle n'a plus qu'un devoir, faire appel aux forces vives du pays.

Dans ce cas, elle peut se souvenir de la loi Té-

veneue et faire des conseils généraux le centre de la résistance. Mais qu'elle choisisse cette tactique ou qu'elle compte sur l'insurrection des grands centres, elle va droit à la constitution de la Commune dans les grandes villes.

D'une part, en effet, le gouvernement ne siège plus dans la capitale; de l'autre, on a reconnu que la meilleure tactique dans la guerre des rues était d'arracher le soldat à l'action des grands courants de l'opinion publique, au premier symptôme donc d'insurrection, les troupes seront concentrées en dehors des villes, autour du gouvernement. Les grandes cités livrées à elles-mêmes, séparées les unes des autres par des corps d'armée, seront naturellement obligées de ne compter que sur elles, et de s'organiser en véritables communes, en collectivités séparées.

C'est ici que se place un grand enseignement.

Rapprochez ces deux dates, 1871 et 1877.

En 1871, des républicains étaient convaincus de la vanité des luttes parlementaires. Ils avaient des canons, des fusils; ils étaient nombreux et pleins de courage; ils résolurent de défendre la république par la force des armes. A Mac-Mahon, ils opposèrent les communes des grandes villes de France. Ils furent vaincus.

En 1877, — six ans plus tard seulement, — d'autres républicains, après avoir épuisé naïvement toutes les roueries du parlementarisme; se voient obligés de sortir de leurs théories impuissantes; et de défendre aussi la république par la force. Et de plus, ils vont être amenés, par la loi Tévèneue ou autrement, à opposer au même Mac-Mahon les communes des mêmes grandes villes.

Les républicains de 1871 s'appellent dans l'histoire des « Communards »; ceux de 1877, des « Versaillais ». Ceux-ci ont désarmé, jugé, fusillé, torturé, déporté, exilé ceux-là; que dis-je? ils les jurèrent, les fusillèrent, les déportèrent, les torturent encore! Et pourquoi? Pour avoir essayé en 1871, bien armés et dans d'excellentes conditions, de faire ce qu'eux les assassins vont tenter maintenant dans de mauvaises!

Oui, ce qui se passe est la réhabilitation de la Commune:

Que disions nous en 1871? Vous n'établirez pas la république par la légalité; il faut employer la force? — Est-ce vrai aujourd'hui?

Qu'ajoutions-nous à la même époque? Nous disions, cette force il faut l'organiser par la Commune?

Eh bien! demain on y sera forcé, qu'on le veuille ou non.

La Commission fédérale nous communique le texte de la lettre qui a été adressée par elle, avec un exemplaire du second manifeste que nous publions dans ce numéro, aux journaux, le *Petit lyonnais* et le *Progrès de Lyon*. On se souvient que ces deux prétendus organes populaires avaient annoncé, avec une impudence toute radicale, que le citoyen Pindy démentait l'authenticité du premier manifeste de l'Internationale? Voici cette lettre:

Monsieur le rédacteur,

Le *Progrès de Lyon* a affirmé que dans les feuilles suisses, j'avais désavoué le manifeste de la Fédération française de l'Association internationale des travailleurs, qui a paru signé de mon nom. C'est un mensonge que le *Petit lyonnais* a reproduit.

La Commission fédérale saisie par moi de ce double incident a décidé de vous envoyer le deuxième manifeste destiné à répondre à vos calomnieuses insinuations, et de l'accompagner d'une lettre signée de tous ses membres, pour que l'envie ne vous prenne pas de nouveau d'en nier l'authenticité.

Nous n'avons pas la naïveté de croire, Monsieur le rédacteur, que votre impartialité vous fera un devoir de publier ce manifeste, mais nous pensons qu'il vous en restera assez pour déclarer à vos lecteurs que le premier manifeste était bien authentique et que nulle part Pindy ne l'a désavoué.

Dans cette espérance, nous avons, Monsieur, l'honneur de vous saluer.

Les membres de la Commission de la Fédération française de l'Association internationale des travailleurs:

P. Jeillot, *ex-officier de la commune de Paris*; H. Ferré, *tapissier*; Dumartheray; Ch. Alerini, *ex-membre de la commune de Marseille*; Pindy, *secrétaire-correspondant, ex-membre de la commune de Paris*.

P. S. Si nous étalons ainsi nos anciens titres, ce n'est pas, croyez le bien, par vaine gloire, mais pour fermer la bouche à ceux qui seraient capables de nous faire passer pour des bonapartistes.

Au moment où nous publions ces lignes, nos amis de Lyon n'ont encore vu paraître aucune satisfaction, et la Commission fédérale n'a rien reçu; nous sommes donc autorisés à conclure que décidément l'*erreur* du *Progrès de Lyon* était un mensonge, et que ce mensonge on le perpétue aujourd'hui volontairement. Les ouvriers lyonnais jugeron la moralité d'une tactique, qui consiste à profiter de la situation politique qui nous met un baillon sur la bouche, pour augmenter encore, quand nous parvenons à nous faire entendre, par des mensonges publiés à plusieurs mille, l'apaisement de ce baillon. Quant aux politiciens « de la politique des résultats » qui suivent une semblable ligne de conduite, qui mentent aujourd'hui en attendant qu'ils nous fassent fusiller demain, nous les avertissons que si le chemin qu'ils prennent conduit souvent à la chambre, il conduit quelquefois aussi à la muraille de Chaudey.

Si les journaux radicaux de Lyon sont muets, les feuilles réactionnaires ne le sont pas. Il semble que c'est une joie pour elles d'insérer les documents de l'Internationale qui tombent dans leurs mains. Quelques ouvriers lyonnais ont adressé par la poste des exemplaires du second manifeste au *Salut public* et à la *Décentralisation* et ces feuilles soumises ont publié ce document avec des appréciations assez raides, ma foi, pour les pontifes de la radicaillerie lyonnaise. Elle se plaint cependant de quelques apostilles aussi énergiques que méritées, inscrites par les expéditeurs au verso de la feuille. Dame! vous savez dans notre parti on a son parler franc! on appelle un chat, un chat; le *Salut public* un « cochon » et le journal la *Décentralisation* un « jésuite ».

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

2^{me} Manifeste de la Fédération Française.

Les mensonges, les attaques, les calomnies, qui dans la presse bourgeoise ont accueilli le premier Manifeste de la Fédération Française, l'obligent à vous en adresser un second; car, certaines manœuvres plus habiles que loyales doivent être dévoilées.

Pendant la période que nous traversons, et dont les élections du 14 octobre ne sont qu'un épisode d'une importance toute relative, il y a en jeu de graves intérêts, ces intérêts étant ceux de la république. De là, un droit et un devoir: le devoir et le droit pour tout parti constitué, pour tout groupe de citoyens, pour tout homme, ayant une idée, un principe, une attitude, d'émettre cette idée, de proclamer ce principe, de conseiller cette attitude. A la date du 14 octobre, à la veille des élections, ce droit appartenait, ce devoir s'imposait à tous: à ceux qui ont couru au vote, à ceux qui par principes, se sont abstenus, à ceux que l'exil a empêché d'approcher des urnes; entre autres donc, aux radicaux-socialistes, aux pros crits de la Commune, aux sections de l'Internationale. Toutes les idées agitées, tous les principes proclamés, toutes les tactiques débattues, chacun restait libre de choisir sa ligne de conduite en toute connaissance de cause.

On a usé de ce droit, et, malgré ses dangers, on a rempli ce devoir. Des documents socialistes ont paru; ils ont été publiés, distribués, affichés, répandus. D'abord, un groupe radical-socialiste a donné son programme; „ quelques absents “ ont ensuite envoyé „ leur opinion sur les élections du 14 octobre “; enfin, la Fédération Française de l'Association Internationale des Travailleurs a lancé son manifeste. Le socialisme, — „ qui n'existe plus en France, “ — prenait la parole à son tour.

En présence de cette nouvelle affirmation du socialisme, quelle a été l'attitude des divers partis politiques?

Les organes de la réaction monarchique se sont immédiatement emparés de ces documents. Ils les ont publiés; en on fait ressortir toutes les horreurs; quelques-uns même ont fait au Manifeste international le déshonneur de leur première page! Le but poursuivi était facile à comprendre: il s'agissait pour les partis que ces journaux représentent d'effrayer le paysan, d'effrayer le conservateur, de faire surgir entre le vote de ces timides et les urnes républicaines le spectre rouge de la Commune! En attaquant les documents socialistes, en s'en servant dans l'intérêt de leur cause ces partis étaient parfaitement dans leur droit.

La presse libérale les a-t-elle accueillis? non. — Les a-t-elle discutés, franchement attaqués? pas davantage. Les publier sans commentaires, c'était écarter les électeurs centre-gauche; les combattre, c'était froisser ceux de Belleville. On pouvait du moins n'en pas parler. On ne l'a pas fait. On s'est permis d'en contester l'origine; on a eu le triste courage, pour ménager la chèvre et le chou au moment du vote, de feindre de les considérer comme une manœuvre policière; on est allé jusqu'à prétendre, que dans les journaux suisses le citoyen Pindy avait désavoué le document portant sa signature. Cette tactique, est peut-être fort habile! mais, poussée à ce point, l'habileté change de nom et s'appelle: Mensonge. Voilà citoyen, où nous a conduit „la politique des résultats“: le mensonge devenu une arme dans le parti autrefois si pur de Blanqui, de Delescluze, de Barbès!

Ils viennent ensuite, ces opportunistes, nous recommander l'union! „Il faut, — disent-ils, — grouper autour des mêmes faisceaux républicains, sous le même bonnet phrygien, toutes les fractions de la démocratie républicaine.“ Ils veulent marcher aux urnes avec ensemble, une main tendue aux anciens monarchistes du centre-gauche, l'autre aux ouvriers socialistes des faubourgs. Et cela, dans l'intérêt de la république! Fort bien. Mais dans cette alliance, y aura-t-il égalité d'égards pour tous les alliés? Non. Le centre-gauche parlera par la bouche des ministres, les opportunistes du haut de la tribune, et le socialisme n'aura même plus la parole dans la rue.

Ah! c'est qu'il existe une différence énorme entre les alliés de cette union monstrueuse!

Quelles divergences de vue y a-t-il entre le centre-gauche et l'opportunisme? Une simple nuance politique. — Entre l'opportunisme et le socialisme, il existe au contraire une opposition de classes. Entre le Thiérisme et le Gambettisme voici de quoi il s'agit: la constitution établira-t-elle une chambre ou deux chambres; un président de la république ou simplement un président du conseil des ministres, . . . etc. . . Il s'agit, entre le socialisme et le Gambettisme, entre le socialisme et le Thiérisme, entre le socialisme et tous les partis bourgeois, de questions d'une tout autre importance. Les sociétés humaines conserveront-elles comme base de leur organisation le mode actuel d'appropriation de la richesse sociale, cette propriété individuelle, qui donne — quel que soit d'ailleurs l'organisme politique — la puissance à quelques-uns au détriment du plus grand nombre? Ou bien, n'y a-t-il pas lieu de fonder par la propriété collective l'égalité sociale et avec elle l'égalité politique, qui rendra possible la liberté véritable, et la fraternité?

Vous le voyez, Citoyens, les partis bourgeois ne sont divisés entre eux que par des questions secondaires et d'ordre simplement politique, tandis que nous sommes séparés d'eux, par cette question qui domine toutes les autres, d'ordre purement économique, la propriété. Aussi est-il logique que „en face du prolétariat organisé sous le drapeau rouge de l'Internationale, tous les partis bourgeois ne forment qu'une seule et même masse réactionnaire.“

Si nous pouvions oublier cette vérité, la conduite des partis bourgeois, dans toutes les circonstances de notre vie politique, suffirait pour nous la rappeler.

Salut et révolution sociale.

POUR LA COMMISSION

de la Fédération française de l'Association Internationale des Travailleurs,

Le Secrétaire correspondant:

L. PINDY.

VARIÉTÉS.

L'Histoire d'un crime.

(V. Hugo.)

Je viens de lire *L'Histoire d'un crime*. Contrairement à ce que font d'habitude les éditeurs des œuvres de Victor Hugo ce livre a été vendu à un prix relativement minime. On a fait annoncer sa publication par des affiches placardées dans les faubourgs. L'intention évidente de l'auteur a été de faire lire cette œuvre par les ouvriers, et, en effet, beaucoup l'ont lue.

Victor Hugo nous donne avec un grand luxe de détails l'histoire complète du Deux décembre. Après avoir insisté sur la sécurité complète qui régnait dans le camp républicain bourgeois la veille du Coup d'Etat, il raconte les diverses réunions, délibérations des députés; il commence par faire l'histoire de l'assemblée de la mairie du dixième tenue par les représentants de la droite, puis énumère successivement les séances tenues dans les différents quartiers de Paris par les députés de la gauche. Ce livre est plein d'enseignements. Nous laissons à d'autres le soin d'en faire l'éloge. Ce que nous voulons c'est relever quelques passages qui pourront intéresser les socialistes français. Nos républicains, les jeunes naifs comme les vieilles barbes, ne cessent de jeter les hauts cris contre l'inaction du peuple parisien à cette époque. Après le Deux décembre, en exil, comme depuis le 4 Septembre en France, on n'entend dans la presse, à la tribune ou dans les conversations privées que plaintes, doléances, lamentations sur cette inaction. Aucun de nos hommes politiques qui écrivent ou parlent pour flétrir le crime de Bonaparte, et vanter la conduite héroïque des représentants de la loi, ne veulent consentir à s'expliquer d'une façon toute naturelle l'attitude du prolétariat en cette circonstance.

Il y a bien dans *L'Histoire d'un crime* un chapitre intitulé *Contrecoup du 24 juin sur le 2 décembre*, mais l'auteur n'a garde de traiter la véritable question. On y voit les rares députés républicains de l'assemblée réactionnaire qui vient d'être jetée par les fenêtres, parcourir les faubourgs, cherchant partout des hommes énergiques prêts à l'action. Ils ne trouvent personne. Les rues sont désertes. Le vide se fait autour d'eux. — Vous vous étonnez de cela, messieurs? mais les hommes que vous cherchez, vous les avez laissés fusiller, déporter exiler en juin 1848; mais la Révolution que vous appelez, vous l'avez laissée escamoter d'abord en février et ensuite noyer dans le sang du peuple quatre mois plus tard. Vous essayez de construire des barricades, mais vous avez aidé les démolir trois ans auparavant! vous cherchez des armes, mais vous avez contribué au désarmement des ouvriers, et en tous cas, aucun de vous n'a songé à organiser la garde nationale sur des bases vraiment démocratiques, et fait seulement la proposition d'armer tous les citoyens sans exception.

Quoi donc d'étonnant à ce que vous ne trouviez organisé ce que vous avez, vous même, désorganisé: la Révolution? — Et puis en juin 1848 les ouvriers se battaient réellement et exclusivement pour le peuple; parce qu'ils n'avaient d'autre alternative que de vivre en travaillant, ou mourir en combattant. Nos ennemis leur refusaient le travail et vous, ses amis, vous ne faisiez rien pour l'organiser. Il ne restait que la lutte pour dénouer la question sociale. Quand on a faim ou n'a pas le temps de dénouer le nœud gordien: ou le tranche.

Vous avez laissé écraser le peuple une fois: je parle seulement ici à Victor Hugo, Madier-Montjau et à quelques autres qui se sont bornés à laisser faire; je ne parle pas aux représentants de la gauche, plus nombreux, qui ont contribué puissamment à la répression, aux massacres et aux assassinats comme Jules Favre, Cavaignac et une foule d'autre grêdins qui ne valaient déjà pas plus que Monsieur Bonaparte. Vous, citoyens représentants, vous aviez laissé commettre un premier crime abominable: l'égorgeement de milliers de prolétaires dans les Faubourgs, vous aviez laissé fouler aux pieds la loi sociale. Vous deviez être impuissants pour empêcher un second crime: la fusillade de quelques bourgeois sur les boulevards, et le renversement d'institutions légales, que vous aviez faites ou laissé faire.

Voilà ce qu'il aurait fallu dire franchement. Le véritable historien est celui qui impose à chacun sa part de responsabilité. — Mais aucun des hommes politiques, ayant joué un rôle pendant la deuxième République, n'a jamais voulu avouer qu'il avait eu tort; aucun n'a confessé sa faute. Que dis-je? Certains, comme Louis Blanc et Ledru-Rollin, ont même essayé de flétrir l'admirable insurrection du prolétariat parisien. Ils n'ont réussi qu'à tacher leurs noms.

Veut-on savoir comment s'y prenaient les principaux

membres de la Montagne pour soulever le peuple? Qu'on lise ceci, page 217 : « A la barricade Saint-Antoine, il y avait parmi eux (les représentants) des ouvriers, mais pas de bourgeois. Afin de ne point effaroucher la bourgeoisie, on avait recommandé aux ouvriers, notamment chez Derosne et Cail, DE VENIR EN HABIT. » — Les ouvriers EN HABIT, vous avez bien lu! En vérité, cette révélation nous abasourdit et nous enlève toute illusion. Comment, vous ne savez donc pas que le prolétariat a une rivale qui lui dispute l'existence : la bourgeoisie, une ennemie qui profite de toutes les occasions pour le décimer : la bourgeoisie; et vous lui proposez naïvement d'aller se faire tuer pour sa rivale irréconciliable, son ennemie implacable, — en prenant bien garde de l'effaroucher! Est-ce naïveté ou insanité?

Ailleurs l'auteur nous apprend que le peuple ne se soulevant décidément pas, quelques représentants songèrent à rendre un décret abolissant les octrois, et que cette proposition rencontra de nombreuses objections parmi les députés *républicains*. Mais, comme c'était le moment où jamais de flatter le peuple le décret fut rendu, mais non affiché — toujours de crainte d'effaroucher la bourgeoisie! Est-ce insanité ou lacheté? Drôles de révolutionnaires, tout de même.

La vérité est, on ne saurait trop la montrer, qu'en laissant écraser les ouvriers en 1848, on permettait au premier général venu de disperser les députés bourgeois en 1851, comme en laissant écraser la commune en 1871 on s'est mis à la merci du premier soudard, qui aujourd'hui n'a même pas besoin de recourir à la force pour chasser les députés.

Voilà ce que M. Victor Hugo aurait dit s'il avait eu assez d'esprit politique. Mais tous nos hommes d'Etat républicains sont les mêmes : quelques uns ont du cœur, mais d'intelligence point; la plupart n'ont rien du tout. Je me trompe ils ont du ventre. Quand à nous personnellement nous comprenons la politique de dévouement mise en pratique par quelques hommes sincères. Au deux décembre nous aurions pris les armes comme nous les prendrions aujourd'hui en cas de Coup d'Etat. Mais nous n'agirions que comme individus, sachant bien que nous ne serions pas suivis par les masses décimées et découragées; nous ne songerions pas à reprocher leur inaction à celles-ci, parce que nous saurions que si elles *doivent* se battre, elles ne le *peuvent* pas. Nous comprendrions les révolutionnaires qui s'abstiendraient. Prendre les armes dans un mouvement provoqué par la bourgeoisie c'est un dévouement facultatif, prendre part à une insurrection tentée par le peuple c'est un devoir.

C'est pour avoir méconnu ce devoir en juin 1848 que les représentants n'ont pu faire respecter le droit en 1851.

France — *Paris*. — La situation actuelle de la France est sans exemple dans l'histoire. Jamais un gouvernement monarchique, voir même l'empire, ne s'est affirmé d'une façon aussi cynique que le gouvernement de cet inepte capitulaire qui a nom Mac-Mahon. Les élections du 14 octobre ont signifié un premier congé, les élections des conseils généraux lui en ont signifié un second et, cependant, il reste. Que va-t-il sortir de cette crise? Que vont faire les représentants? A vous parler franchement, ici, on n'ose guère y penser de crainte d'éprouver de désillusions par trop grandes.

Si nos parlementaires à outrance étaient susceptibles de s'amender, s'ils n'étaient pas bourgeois, c'est-à-dire intéressés à rester *dirigeants*, il est probable que la leçon qu'ils reçoivent les corrigerait. Mais, il ne faut guère compter là-dessus, car *républicains* (?) et *réactionnaires*, s'ils sont divisés sur des questions de gouvernement, sont unis sur un terrain commun : *la peur et la haine des réformes sociales, la peur de la Révolution*.

Il est fort difficile de saisir une idée nette et un plan de campagne déterminé dans l'*imbroglio* qui règne depuis la réunion des Chambres. Il ne se passe pas de moments sans que les combinaisons les plus étranges ne naissent et ne meurent aussitôt. — Tantôt c'est l'idée de résistance qui domine dans les journaux officieux, tantôt c'est l'idée de conciliation. Pour nous révolutionnaires socialistes nous ne nous émouvons guère de cette petite guerre parlementaire, de toutes ces intrigues plus misérables et plus mesquines les unes que les autres.

Nous avons vu tous les parties à l'œuvre, *tous sans exceptions*, sont nos ennemis, tous se coaliseraient contre nous le jour où nous voudrions réclamer des réformes, le jour où nous voudrions propager nos idées, le jour où nous voudrions dire qu'il

faut que le vieux monde d'injustices, d'inégalités, d'infâmies, de misères disparaisse pour faire place à un monde où par la Révolution la justice deviendrait, la sanction du droit. Aussi assistons-nous, spectateurs froids, à la campagne parlementaire qui vient de commencer et que Gambetta plus bourgeois que jamais commande en chef avec Grévy pour aide de camp.

Au moment où je vous écris, la situation se tend, un nouveau ministère doit paraître à l'officiel : „ Pouyer-Quertier, Daru, Delsol, on parle même de Buffet. “ Des bruits étranges circulent, les entrevues du Maréchal avec Canrobert, Ducrot et autres culottes de peau deviennent de plus en plus fréquentes. Le vent est au coup d'Etat.

Pour notre compte nous souhaitons presque que telle soit la solution de la crise, un mouvement de résistance triomphant pourrait tomber entre les mains des révolutionnaires et alors la face des choses pourrait changer beaucoup. C'est la seule raison qui nous fait nous intéresser à la lutte actuelle, quoiqu'il soit assez difficile de concevoir une résistance armée à Paris, Lyon, Marseille. Dans une prochaine lettre je vous tiendrai au courant des événements en vous donnant à ce sujet la note de l'opinion publique à Paris qu'en Province.

En attendant travaillons avec courage et persévérance à propager nos idées, à faire des prosélytes convaincus et énergiques, car c'est la seule façon de préparer et de conduire à bonne fin la Révolution sociale.

Marseille. — „ Nous approuvons votre manifeste sur tous les points. Il faut réellement être un imbécile pour rejeter et dénigrer l'Internationale ouvrière. Je comprend qu'un millionnaire nous combatte : cela va de soi; il défend son privilège. Mais, un misérable meurt-de-faim! je ne puis l'admettre! Mais, que voulez-vous? il y a d'un côté des hommes que l'ambition aveugle, de l'autre, la grande masse des ignorants. Les premiers croient s'élever en se mettant à la remorque de nos bourgeois, pourris et gangrenés en politique comme en morale; ils ne comprennent pas qu'en faisant ainsi la suite de ces caméléons, ils deviennent les soutiens des monopoles et des privilèges qui les grugent. Quant à la masse ignorante, la bourgeoisie l'endort par de belles paroles, comme elle fait du reste depuis fort longtemps. Nous ne la démolirons, cette race maudite, que par la révolution à main armée. Tout victorieux que nous pourrions être, si nous n'abattions pas toutes les forteresses que la pièce de cent sous a créée, le chancre rongeur nous envahirait de nouveau, et l'indépendance du peuple serait de nouveau retardée pour un grand nombre d'années.

Celui qui croit à l'efficacité du principe des associations, soit en commandite, soit d'après les idées phalanstériennes, se berce d'illusions, car jamais ces sociétés ne pourront lutter contre les commandites bourgeoises. Cela pour deux raisons : la première c'est qu'on n'aura pas les capitaux suffisants; la seconde c'est que les hautes banques n'accorderont jamais leur confiance. . . Les associations ne pourront s'établir et prospérer que le jour où nous aurons aboli tous les privilèges et monopoles soutenus par les gouvernements présents et passés.

Béziers. — „ Où veulent nous conduire ces politiques de toutes nuances, tous nos ennemis, car ils combattent et combattent toujours les revendications du prolétaire? Ce que nous croyons entrevoir, c'est que la coupe ne tardera pas à déborder; les points noirs percent à l'horizon déjà assez sombre. Si la foudre gronde, notre groupe est restreint, mais il fera quand même son devoir, suivi, il l'espère! par les socialistes d'instinct qui abondent ici, furieux déjà de la crise qui — disent-ils — vient du capital qui toujours cherche à nous écraser et essaye de nous dompter en nous faisant crever de faim. Nous ferons nos efforts pour empêcher la bourgeoisie de s'installer à la place d'un pouvoir abattu par le dévouement des prolétaires, et au prix de leur sang répandu. Au lieu de dire : „ Vive tel ou tel “ nous crierons : „ Vive la Commune! “ et „ vive la république fédérale! “

Lyon. — „ Les craintes de coup d'Etat s'accroissent et paraissent fondées. En tous cas, il convient aux socialistes de se tenir prêt à profiter des circonstances. Quand à la chambre nouvelle, elle s'aplatira ou sera chassée, comme le dit si justement notre manifeste. Qu'avons-nous d'ailleurs à attendre de tous ces républicains bourgeois? Vous connaissez leur lacheté; ils ne retrouvent leur énergie que le jour où il s'agit de mitrailler le peuple. Si la classe ouvrière ne les avait pas élevé aux honneurs nous n'en serions pas où nous en sommes. Ce qu'il y a de plus déplorable c'est qu'il existe encore beaucoup d'ouvriers qui sont entichés de ces sauteurs et qui croient à leur amour du peuple! C'est à ramener ces derniers, à leur ouvrir les yeux, que doivent être consacrés tous nos efforts. Nous nous y employons de notre mieux. Nous croyons d'ailleurs que ce qui se prépare à Versailles contribuera à détacher des républicains bourgeois la majorité de leurs électeurs des villes. “

(*Autre corresp.*) — „ La commission d'organisation du Congrès ouvrier de Lyon s'agite pour remplir son mandat. Afin de faire face aux frais prévus et communiquer au peuple ses décisions, elle voulait convoquer une réunion publique. L'autorisation nécessaire lui a été refusée par l'administration. Elle prie les journaux démocratiques d'ouvrir une souscription.